

Entretien avec Jean-Claude Barreau*

L'EXCEPTION FRANÇAISE

L'exception française est une réalité : elle est due pour une part à la géographie mais elle résulte surtout d'une histoire originale. En réalité, malgré son apparente unité géographique, la France est le pays le plus artificiel du monde car il est le produit d'une constante volonté politique, celle de réunir la Méditerranée et la mer du Nord dans une même nation, union qui était initialement rien moins que probable.

Une forte unité politique

La France commence après la fin des temps carolingiens sanctionnés par le traité de Verdun en 843. Avant cet événement, le territoire faisait partie du vaste monde gallo-romain et n'était habité par aucun sentiment national ; lors des invasions barbares, il était à peu près comparable au Darfour actuel. Après cette sombre période, sous l'impulsion de l'église catholique qui transforme les brigands en chevaliers, la civilisation se reconstruit lentement et renaît autour de l'an mille. C'est seulement avec l'élection d'Hugues Capet que le traité notarial de Verdun et une certaine réalité juridique prennent forme et donnent naissance à la France.

Mais jusqu'à cette date, même psychologiquement, la France est encore inexistante. Rien n'unit alors dans une même nation le Nord, qui va de la façade atlantique à la frontière traditionnelle orientale de la Meuse, et la Méditerranée. La conquête du Midi a été longue et difficile ; elle ne s'est achevée qu'au XIII^e siècle avec la cruelle croisade des Albigeois. Puis ces

* Jean-Claude Barreau, Inspecteur général de l'Éducation nationale, ancien conseiller de Charles Pasqua et Jean-Louis Debré au ministère de l'Intérieur, est directeur du pôle communication et culture à l'Université Léonard de Vinci.

massacres ayant été oubliés, le nord et le sud ont fusionné à un point tel que lors de la guerre de Cent Ans la monarchie française menacée se réfugie dans la Midi : Charles VII est un roi du Midi qui part à la reconquête du Nord ; le Parlement de Paris est à Toulouse, le roi est à Bourges et tout le nord du pays est aux mains des Anglais.

Si les Anglais sont juridiquement fondés à revendiquer le trône de France, Henri II étant le petit-fils de Philippe le Bel, en revanche ils ne peuvent plus prétendre imposer un roi anglais à un peuple uni de vingt millions d'habitants. Jeanne d'Arc est l'expression de cette volonté populaire qui fait qu'on préfère alors désigner un Valois plutôt que d'avoir un monarque anglais, même parlant parfaitement le français. Dès la guerre de Cent Ans la France est constituée comme une réalité géographique qui unit la mer du Nord et la Méditerranée, les gens du nord et ceux du sud. C'est aussi une réalité affective : la France existe fortement dans le cœur des gens depuis cette époque alors qu'en fait elle est le fruit d'une volonté politique et du pouvoir centralisateur de Paris.

La vérité est que la France est une nation artificielle, la plus artificielle d'Europe, qui d'une certaine manière ressemble par sa diversité à l'Autriche-Hongrie ; mais là où l'empire austro-hongrois s'est résolu à juxtaposer les couronnes – en raison des ambitions mondiales du Saint-Empire –, la France a choisi la voie de l'intégration, sans doute nécessaire à cause de l'extrême diversité des peuples qui la composent : qu'y a-t-il en effet de commun entre un Alsacien et un Breton, un Dunkerquois et un Marseillais, hormis le sentiment d'appartenir à une même nation ?

De façon tout à fait paradoxale, cet hexagone géométriquement presque parfait recèle une prodigieuse diversité de peuples ; à cet égard, la France est un résumé de l'Europe : les Normands sont des Anglais, la Bretagne celte ressemble à l'Irlande ou à l'Ecosse, le Languedoc c'est l'Espagne, la Provence c'est l'Italie, l'Alsace c'est l'Allemagne, la Franche-Comté c'est l'Europe centrale ; il n'y a de Français qu'en Ile-de-France et dans les pays de la Loire. Cette prodigieuse diversité de gens différents – sans ressemblance physique et culturelle – s'est encore accrue avec la forte immigration intervenue depuis la guerre de 1914. Italiens d'abord, puis Ibériques (Espagnols et Portugais) et Polonais, enfin Maghrébins, Noirs africains, Turcs, Serbes...

Le peuple français est un peuple très métissé qui a une caractéristique unique au monde : l'exogamie. Certes, le Français épouse en général une Française, mais d'une « tribu » différente, facilitant ainsi le mélange interne. Un exemple est illustratif de ce phénomène : l'attitude à l'égard du « voile islamique ». La raison pour laquelle les Français sont

majoritairement opposés au port du voile islamique a peu de relation avec la religion, la France étant sans doute, qu'on le déplore ou qu'on s'en satisfasse, le pays le plus déchristianisé d'Europe. La raison profonde est liée à l'exogamie : les Français veulent pouvoir « fréquenter » ou se mettre en ménage avec n'importe quelle femme, quelle que soit son origine. Les autres Européens, pour leur part, sont profondément endogames, parfois même racistes : ce sont les Hollandais qui ont inventé l'apartheid. Ils se moquent éperdument de la tenue vestimentaire de femmes avec lesquelles une union est totalement impensable. En France, le voile signifie : « Ne touchez pas à nos femmes ! », ce que le Français ne supporte pas ! Nos experts en sociologie ou en religion, avec toutes leurs analyses sur ce phénomène, n'ont pas compris qu'il était le résultat d'un millénaire d'exogamie.

Le peuple français est donc d'une extraordinaire diversité et, en même temps, il montre une très forte unité politique. L'idéologie européiste, telle qu'elle se manifeste à travers la bureaucratie bruxelloise, plutôt que d'avoir à affronter cinq ou six grands Etats, préférerait avoir à faire à une quarantaine de micro-Etats. Ce qu'elle souhaite, c'est l'Europe des régions, le dialogue direct entre la Corse et la Commission. Les Américains sont d'ailleurs sur la même ligne, que ce régionalisme arrange. Ce mouvement de fragmentation est très fort au point que les grandes nations européennes sont en train de se défaire : la Grande-Bretagne ne devrait pas y échapper, l'Ecosse se préparant à une indépendance prochaine ; plus grave, l'Espagne unie depuis le mariage de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille est sur la voie du divorce et on parle catalan à Barcelone ; on connaît la tentation séparatiste en Italie entre le Piémont et le sud ; même la Bavière pourrait avoir des visées séparatistes... On ne s'explique pas autrement le drame qui a secoué la Yougoslavie, car il était difficile d'imaginer que les Serbes et les Croates, bien plus proches que les Normands et les Bretons, puissent se faire la guerre.

En France, bien au contraire, tous les mouvements d'opposition se font contre le pouvoir central, mais de façon unitaire. Si on observe par exemple les dernières manifestations étudiantes contre le CEP au début de 2007, qui ont eu lieu dans toute la France, à Paris comme à Bordeaux, Rennes, Lille, Marseille, Lyon, Toulouse, Strasbourg..., on voit bien qu'il s'agit des mêmes jeunes gens, qui ont la même allure, qui parlent de la même façon, qui ont les mêmes revendications. Cette unité française, en dépit d'une formidable diversité, résiste à la mode ambiante. En dehors de quelques indépendantistes résiduels et peu représentatifs, il n'y a pas de séparatisme en France.

L'exception démographique

Hormis ces caractères unitaires, les Français ont un comportement différent de celui des autres Européens, notamment sur le plan démographique. En réalité, la France a fait sa « transition démographique » - passage d'une natalité et d'une mortalité naturelles et donc nombreuses à une natalité choisie et à une longévité améliorée – dès la Révolution française. Celle-ci fut avant tout une véritable « révolution culturelle » - à côté de laquelle la tentative maoïste apparaît bien timorée. Les Révolutionnaires ont voulu « tout changer », à commencer par l'homme. Et ils ont effectivement réussi à modifier le comportement sexuel des Françaises : les jeunes femmes avaient sept enfants avant la Révolution, elles en ont eu deux après cette période. S'ajoutant à cela les pertes militaires des guerres napoléoniennes, la France, pays le plus peuplé d'Europe au XVIII^e siècle, se retrouve la moins nombreuse des grandes puissances en 1815. Ce déclin démographique va durer plus d'un siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle.

Mais aujourd'hui, alors que les autres peuples européens sont enfin entrés dans leur transition démographique et connaissent un recul sensible de leur population, la France continue d'avoir le même comportement : deux enfants par femme. Ce comportement tout à fait singulier fait que le remplacement des générations est assuré dans notre pays, cas unique en Europe. La religion a sa part dans ce phénomène, mais pas de la façon qu'on croit : elle concerne le mariage. Les Espagnols et les Italiens, par exemple, sont encore « trop catholiques » pour faire des enfants hors mariage, et comme ils se marient de moins en moins, leur natalité s'effondre. En France, pays largement déchristianisé et où sévit comme ailleurs la cohabitation juvénile, la majorité des enfants naît hors mariage. Si les Françaises ne se marient plus, cela ne les empêche nullement d'avoir les enfants qu'elles veulent.

Un autre élément de l'exception démographique française, qui constitue une originalité du « modèle social » français, concerne le travail des femmes. En France, 83 % des « mères » travaillent. L'exact contraire de l'Allemagne où les jeunes femmes doivent choisir entre la maternité et l'emploi : si une femme allemande a un enfant et qu'elle travaille, elle est considérée comme une mère indigne ; une Allemande qui veut réussir sa vie professionnelle n'a pas d'enfant. La raison de cette situation françaises provient de mesures natalistes mises en vigueur par le Front populaire, largement écornées depuis notamment par les gouvernements de droite, mais dont il reste quelque chose d'unique au monde qui s'appelle « l'école maternelle ». Tous les enfants français sont scolarisés avant l'âge de trois ans, ce qui signifie pour une mère qu'elle n'aura à assumer la garde de son

enfant que pendant deux ans alors que l'Allemande ou l'Espagnole l'a à sa charge jusqu'à l'âge de sept ans.

Cela étant, la France a une situation natale équilibrée qui fait que, sans compter le solde migratoire, la population augmente chaque année de 0,60 %. Si on ajoute au surplus des 350 000 naissances annuelles par rapport aux décès l'accroissement dû aux 250 000 immigrés officiellement recensés, la France s'accroît d'environ 1 % annuel. Elle compte actuellement 64 millions d'habitants et sera, avant quinze ans, le pays le plus peuplé d'Europe. Si on compare les populations française et allemande, les Allemands perdent 500 000 habitants tous les ans alors que les Français en gagnent 600 000 ; avec un tel différentiel, les deux pays seront à parité en 2015. Hormis l'effondrement allemand – en l'absence de recensement on estime la population actuelle à 77 millions d'habitants –, l'Italie est également en régression avec 54 ou 55 millions d'habitants ainsi que l'Espagne et la Grande-Bretagne. Pour stigmatiser cette exception nataliste française, expression d'un véritable « être collectif », il suffit de comparer la situation entre la France du nord et la Belgique wallonne, occupées par deux peuples très ressemblants : à quelques kilomètres de distance de part et d'autre de la frontière franco-belge, les gens ont des comportements différents ; les Wallons n'étant pas dans l'espace politique français n'ont pas d'enfants alors que dans les villes et villages des départements septentrionaux de la France les femmes ont au moins deux enfants.

Ce véritable retournement de la démographie française, qui fera à nouveau de ce pays le plus peuplé d'Europe avec 80 millions d'habitants d'ici à 20 ans, n'a été anticipé par personne et surtout pas par nos bureaucrates dans le calcul du nombre de sièges au Parlement européen : on ne devrait pas faire abstraction d'un tel phénomène lorsqu'on prétend préparer l'avenir. Si on ajoute à cette originalité démographique la réalité d'un espace géographique absolument unique – carrefour inévitable pour aller d'un point à l'autre de l'Europe –, on s'aperçoit que l'avenir européen est impensable sans la France. Par ces deux aspects au moins, la France dispose d'un pouvoir de dissuasion et d'une force d'entraînement tout à fait considérables.

Ce pays se porte donc beaucoup mieux qu'on veut bien le dire, et les Français sont moins pessimistes qu'on le croit : faire des enfants est en effet un acte d'optimisme. Cela est d'autant plus vrai que la natalité française n'est pas une natalité importée par des immigrés mais, pour l'essentiel, celle des Français de souche. Si problème il y a sur le plan social, celui-ci s'est déplacé au niveau de l'éducation : les Françaises font des enfants qu'elles élèvent mal, en particulier les garçons, considérés d'emblée comme de jeunes hommes auxquels elles ne savent plus rien refuser. Ce

phénomène est d'ailleurs universel - les jeunes garçons Chinois sont traités comme de « petits empereurs » - et la « faillite » éducative mondiale ne laisse pas d'inquiéter pour l'avenir, toute civilisation reposant sur la transmission de valeurs et le respect d'autrui, bases de l'éducation.

La modernité française

Au total la France, idéalement située dans le monde et en Europe, disposant d'une forte unité politique et d'une démographie dynamique, semble avoir des atouts maîtres pour s'inscrire efficacement dans la modernité du XXI^e siècle. Si cette dernière s'incarne dans la mondialisation, il ne faut pas en faire un épouvantail : la mondialisation est une rengaine historique, nous l'avons connue à plusieurs reprises dans le passé et celle qu'avaient initiée les Romains était autrement plus universelle que l'hégémonie américaine actuelle. De la même façon, s'il s'agit de désigner les phénomènes provoqués par les technologies de la communication, il faut relativiser cette « révolution de l'information » où la surabondance d'informations ne facilite pas la compréhension du monde. A la limite, on était mieux, sinon plus vite, informé au moyen-âge par les colporteurs que par les dizaines de médias actuels.

En revanche, la mondialisation a une grande portée psychologique et elle oblige la France à évoluer pour affronter avec succès les réalités mondiales, économiques en particulier. Dans le courant actuel de mondialisation libérale, l'exception française n'est pas condamnée, bien au contraire. Face à la concurrence, et parfois à l'anarchie commerciale, il faut savoir se protéger ; le traité de Rome de 1957 institue d'ailleurs une douane commune européenne et non une zone de libre-échange. Si on considère les écarts considérables de traitement social et financier qui sévissent dans les différentes régions du monde, il faut réagir pour imposer des règles communes et rétablir un minimum d'équité ; les Etats-Unis d'ailleurs ne s'en privent pas qui, pour être le temple du libéralisme, sont aussi les champions du protectionnisme et de l'interventionnisme : le tiers de la création de richesse américaine provient des crédits et des recherches militaires. Si le libéralisme est compatible avec l'Amérique, il l'est a fortiori avec la France, si exceptionnelle soit-elle ! Il en va de même avec la monnaie où il est absurde de laisser le banquier central européen sans directives : la France et l'Allemagne devraient reprendre leur monnaie en mains ! Troisième problème que la France doit régler, c'est celui de sa classe dirigeante ; il faut d'abord qu'elle se renouvelle et qu'elle retrouve ce qui a fait sa force dans le passé : le sens du bien commun. La mondialisation actuelle des dirigeants (sur un critère financier) est une

erreur : les « patrons » sont là pour rendre service et non uniquement se servir comme le démontre - hélas - la hausse insensée de leurs salaires.

A observer l'histoire récente, à lire la presse ou les experts, on pourrait croire la France ingouvernable et vouée à une douce anarchie, autre face de son caractère exceptionnel. Il n'en est rien, la France est tout à fait gouvernable ; le Général de Gaulle et quelques hommes d'Etat l'ont démontré à plusieurs reprises dans notre histoire récente. Mais pour gouverner ce pays, il faut un certain savoir-faire qu'on peut assimiler à deux comparaisons, celle du cavalier et celle du navigateur. Dans le premier cas, si on admet que le corps social est le cheval, le cavalier doit négocier en permanence avec sa monture pour lui faire accomplir son parcours ; il lui faut savoir rendre les rênes et accompagner l'effort. Dans le cas du navigateur, celui-ci doit comprendre la mécanique des forces qui permet avec un levier comme le gouvernail, non d'aller contre le vent mais de le remonter en tirant des bordées. Pour conduire les adaptations aujourd'hui indispensables à la mise en phase avec la modernité, il faut, du côté du pouvoir, faire la preuve constante d'une réelle volonté politique, et du côté des responsables sociaux tout mettre en œuvre pour parvenir à des accords entre syndicats et patronat. Certes, les Français sont « gueulars » : la manifestation de rues est un rite social français, pratiquement unique au monde. Mais ce qui demeure capital dans ce pays d'essence monarchique, c'est que le « pouvoir » conserve son importance symbolique et sa centralité. Ce pays a donc beaucoup d'atouts à condition que le pouvoir politique aide à les mettre en valeur et permette de les exercer, comme il l'a fait tout au long de notre histoire. Certes, le gouvernement français ne peut pas tout car l'environnement européen est contraignant comme il l'a toujours été dans le passé, même si les formes guerrières en étaient différentes. Pour que la France soit elle-même, elle a besoin d'un pouvoir « intelligent ».

En réalité, la France est un pays moderne, en cela qu'elle présente un visage plus aimable de la modernité que bien d'autres pays, en particulier l'Amérique. Même s'il y a encore beaucoup à faire et dans bien des domaines, la modernité de la France est assez exceptionnelle. Qu'elle rebâtisse une université digne de ce nom, qu'elle reconstruise son école primaire, qu'elle protège et conserve sa base industrielle, qu'elle favorise sa classe ouvrière et artisanale, alors la France pourra pleinement bénéficier de ses atouts géographiques, démographiques et culturels.

*

Le vrai message de la France au monde – si on excepte celui des « droits de l’homme » - est un message de bonheur. Les Français, malgré les apparences et les « déclinistes », sont plus heureux que partout ailleurs. Les rapports entre les hommes et les femmes y sont charmants, on se fait encore la cour et dès le lycée, chose impensable dans une autre culture. Il y a une forte qualité de vie qui s’exprime, entre autres, par la nourriture : c’est un pays où tout le monde mange la même chose, notamment lors du repas familial du dimanche.

Dans un monde rude, la France a un visage sympathique, la preuve en est que tout le monde y vient et que personne n’en part. C’est un peu le drame de notre immigration. Et tout cela n’est pas dû seulement au travail ou au caractère des Français, mais aussi à la beauté des paysages, à l’équilibre de l’architecture, à la splendeur de Paris qui est sans doute la plus belle ville du monde, en passe de devenir, par la grâce du TGV, la capitale de l’Europe.

La France est un pays exceptionnel car c’est le pays du bonheur.